

Groupe de travail sur le développement juridique du système de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels

Huitième session
Genève, 30 octobre – 1^{er} novembre 2019

VIABILITÉ FINANCIÈRE DU SYSTÈME DE LA HAYE – ÉVENTUELLE RÉVISION DU BARÈME DES TAXES

Document établi par le Bureau international

I. CONTEXTE

VIABILITÉ FINANCIÈRE DE L'UNION DE LA HAYE

1. Le principe de la viabilité financière de l'Union de La Haye est énoncé dans l'article 23.3)i) de l'Acte de 1999 de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (ci-après dénommé "Acte de 1999"), lu conjointement avec l'article 23.4)b) qui prévoit que : "Le montant des taxes visées à l'alinéa 3)i) [de l'article 23] est fixé de manière à ce que les recettes de l'Union provenant des taxes et des autres sources de revenus permettent au moins de couvrir toutes les dépenses du Bureau international intéressant l'Union"¹.

¹ En ce qui concerne la partie de l'Union de La Haye qui est composée des parties contractantes à l'Acte de 1960 de l'Arrangement de La Haye, le même principe est énoncé aux articles 4.3)i) et 4.4)a) et b) de l'Acte complémentaire de Stockholm du 14 juillet 1967.

2. Ainsi que le prescrit l'article 23.3) de l'Acte de 1999, le budget de l'Union de La Haye est financé principalement par les "taxes relatives aux enregistrements internationaux"². En outre, l'article 23.4)a) prévoit que le montant des taxes est fixé par l'Assemblée de l'Union de La Haye, sur proposition du Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Le barème des taxes fait partie du règlement d'exécution commun à l'Acte de 1999 et l'Acte de 1960 de l'Arrangement de La Haye (ci-après dénommé "règlement d'exécution commun") dont les amendements sont soumis à l'approbation de l'Assemblée de l'Union de La Haye.

ASSEMBLÉES DE L'OMPI

3. Un audit de résultats a été réalisé par des vérificateurs externes des comptes en décembre 2016. Compte tenu du déficit récurrent de l'Union de La Haye, le rapport a formulé les deux recommandations ci-après³ :

- a) la direction pourrait envisager d'élaborer dans les meilleurs délais une stratégie d'action visant à rendre le système de La Haye autosuffisant et à combler les déficits récurrents;
- b) la direction pourrait envisager de présenter une proposition devant l'Assemblée de l'Union de La Haye en vue de revoir périodiquement la structure des taxes existante en y apportant régulièrement des modifications afin de rendre l'Union de La Haye autosuffisante.

4. Lors des assemblées de l'OMPI tenues en octobre 2017, le représentant du vérificateur externe des comptes a indiqué que "même si un déficit important des recettes s'est formé au fil des années, la structure des taxes du système de La Haye n'a pas été révisée depuis plus de 20 ans"⁴. Par ailleurs, dans le cadre de l'approbation du programme et budget proposé pour l'exercice biennal 2018-2019, les assemblées de l'OMPI⁵ :

- "ii) ont rappelé que, en vertu des traités régissant les unions financées par des taxes, chaque union doit disposer de recettes suffisantes pour couvrir ses propres dépenses;
- "iii) ont pris note du fait que les unions financées par des taxes avec un déficit biennal prévu au cours de l'exercice biennal 2018-2019 devraient envisager des mesures conformément à leur propre traité afin de combler ce déficit".

² Selon l'article 23.3) de l'Acte de 1999, le budget de l'Union de La Haye est financé par les ressources suivantes :

- i) les taxes relatives aux enregistrements internationaux;
- ii) les sommes dues pour les autres services rendus par le Bureau international au titre de l'Union;
- iii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union et les droits afférents à ces publications;
- iv) les dons, legs et subventions; et
- v) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

³ Se reporter aux paragraphes 100 à 105 du document A/57/4 (WO/PBC/27/3) "Rapport du vérificateur externe des comptes".

⁴ Se reporter au paragraphe 44 du document A/57/12 "Rapport général".

⁵ Se reporter au paragraphe 1 du document A/57/11 Add.3 "Additif au Rapport de synthèse".

ASSEMBLÉE ET GROUPE DE TRAVAIL DE L'UNION DE LA HAYE

5. À sa cinquième session tenue en décembre 2015, le Groupe de travail sur le développement juridique du système de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (ci-après dénommé "groupe de travail"), a déjà examiné une éventuelle révision du barème des taxes visant à améliorer la viabilité financière du système de La Haye, compte tenu de l'augmentation de la charge de travail du Bureau international⁶ (se reporter aux paragraphes 28 et 29 ci-dessous pour les résultats des débats).

6. L'élargissement rapide du système de La Haye à de nouveaux pays se poursuivant et le développement continu de la nouvelle plateforme informatique impliquant une période de stabilisation, une proposition concrète de révision du barème des taxes n'a pas été présentée aux sixième et septième sessions du groupe de travail.

7. À la septième session du groupe de travail, tenue en juillet 2018, la délégation des États-Unis d'Amérique a présenté un document intitulé "Contribution à la prospérité financière de l'Organisation", soulignant la nécessité de procéder à un examen détaillé de la structure et du montant des taxes actuelles du système de La Haye, ainsi que des mesures visant à combler le déficit⁷.

8. En outre, à la trente-huitième session (dix-septième session extraordinaire) de l'Assemblée de l'Union de La Haye, tenue en septembre 2018, la délégation des États-Unis d'Amérique a pris la parole et a déclaré que "...[L]a stabilité financière à long terme des systèmes financés par des taxes revêtait la plus haute importance. En conséquence, il serait important que le groupe de travail procède à une révision des taxes relatives au système de La Haye. [...] La délégation espérait que l'Union de La Haye se conformerait au mandat que les assemblées des États membres de l'OMPI lui avaient confié en 2017 et que le Secrétariat tiendrait compte de cette question lors de l'établissement du programme de travail du groupe de travail en 2019".

OBJET DU DOCUMENT

9. Le présent document vise à donner suite aux recommandations susmentionnées dont les assemblées de l'OMPI ont pris note et à recueillir les vues du groupe de travail sur l'opportunité d'envisager une révision du barème des taxes dans ce contexte.

II. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

HISTORIQUE DU DÉFICIT

10. La figure 1 ci-dessous présente l'évolution des résultats financiers de l'Union de La Haye depuis l'exercice biennal 1994-1995 jusqu'en 2018⁸, tandis que la figure 2 montre le nombre d'enregistrements internationaux, de renouvellements et de décisions prises durant la même période.

⁶ Se reporter au document H/LD/WG/5/6.

⁷ Se reporter au document H/LD/WG/7/9.

⁸ Se reporter aux Rapports de gestion financière (1994-2013), le Rapport sur la performance de l'OMPI (2016-2017) et le Rapport financier annuel et les états financiers (2018).

Figure 1 : Résultats financiers de l'Union de La Haye
(en milliers de francs suisses)

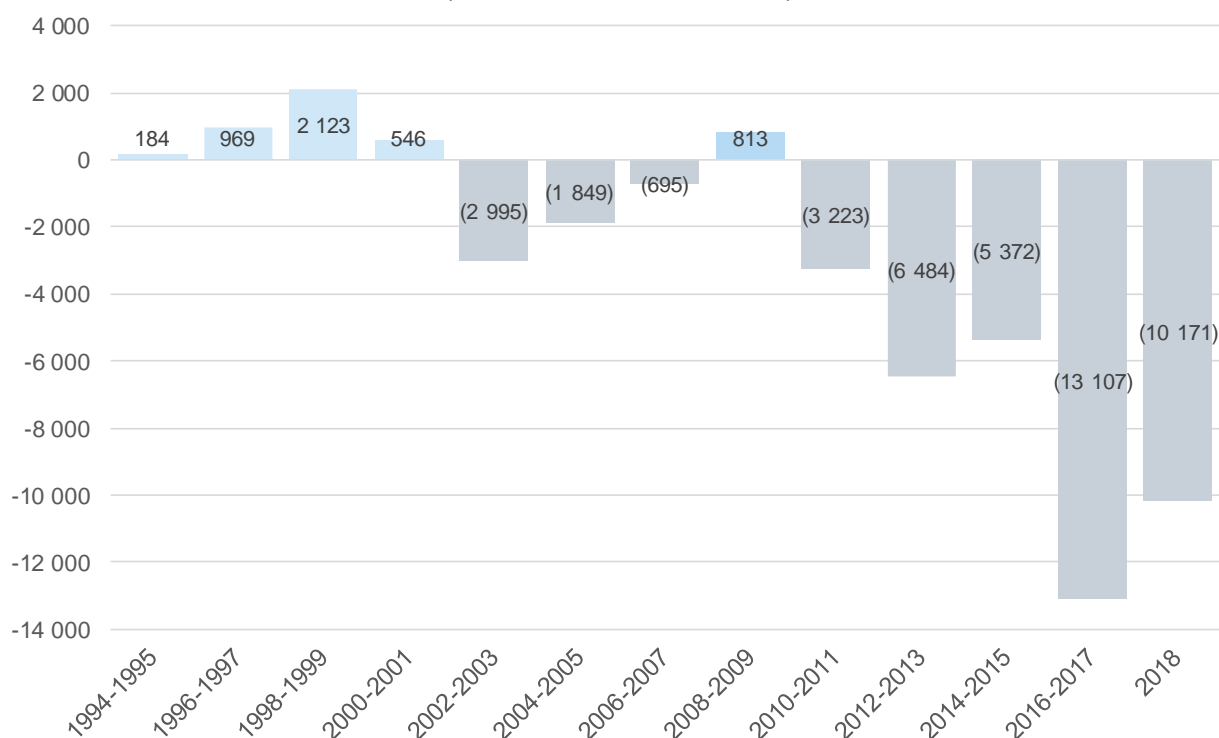
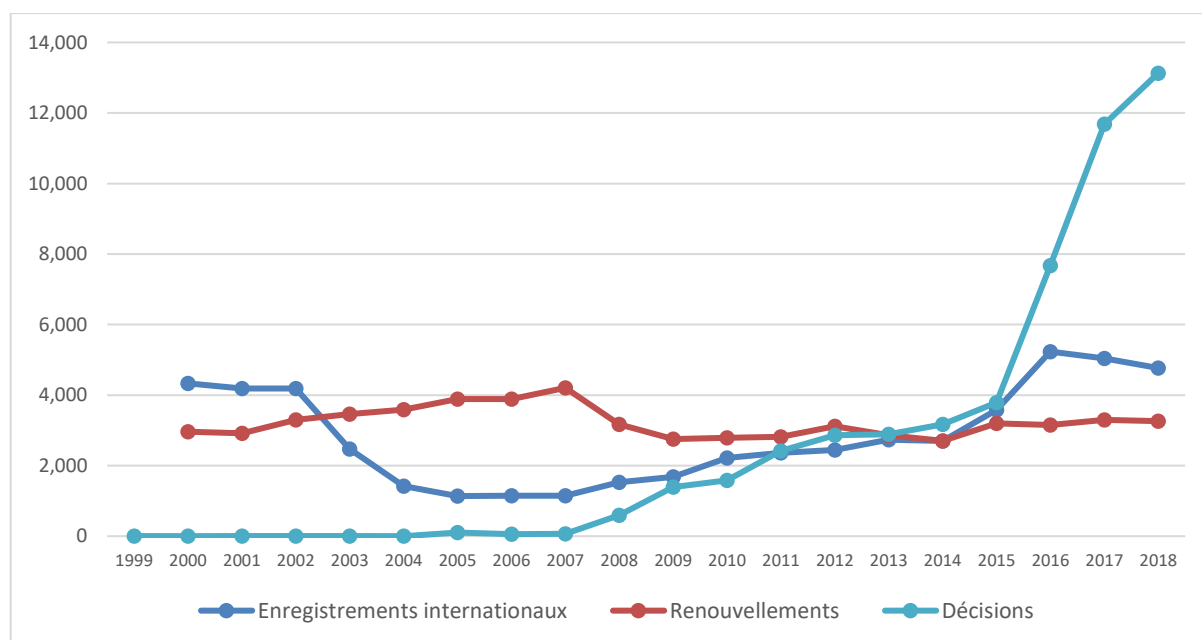


Figure 2 : Enregistrements internationaux, renouvellements et décisions



11. La figure de l'annexe I donne une image plus complète de la situation. Elle présente à la fois les recettes et les dépenses, ainsi que les chiffres opérationnels et les faits historiques. En substance, les principaux facteurs qui ont influencé les résultats financiers au cours de cette période semblent être les suivants :

- a) L'Union de La Haye a affiché un déficit pour la première fois au cours de l'exercice biennal 2002-2003. En 2003, le nombre d'enregistrements internationaux a diminué de 41% par rapport à l'année précédente. Il a connu une nouvelle baisse de 43% en 2004⁹. Cela était dû à l'introduction du système de dessins ou modèles communautaires dans l'Union européenne¹⁰. À l'époque, la majorité des désignations concernait des parties contractantes qui étaient membres de l'Union européenne. Le nombre d'enregistrements internationaux a atteint son point le plus bas en 2005. Cette situation, qui ne s'est améliorée qu'en 2008 (année de l'adhésion de l'Union européenne au système de La Haye), aurait en outre un effet négatif durable sur le nombre de renouvellements à partir de 2008¹¹.
- b) La réduction des dépenses – et principalement du nombre d'examineurs – depuis l'exercice biennal 2004-2005 a permis de dégager un léger excédent pour l'exercice biennal 2008-2009. La mise sur pied du programme 31 au cours de l'exercice biennal 2012-2013 a toutefois permis d'associer des ressources spécifiques à la gestion et au développement du système de La Haye et de les identifier comme telles.
- c) Si l'adhésion de la République de Corée et du Japon et la ratification par les États-Unis d'Amérique ont notamment entraîné une forte augmentation du nombre d'enregistrements internationaux de 2014 à 2016¹², l'examen quant à la forme effectué par le Bureau international est également devenu de plus en plus complexe, ces pays étant tous des ressorts juridiques procédant à un examen. Pour cette même raison, le nombre de décisions a été multiplié par 3,7 entre 2014 et 2017¹³. Pour faire face à l'augmentation de la charge de travail, quatre postes d'examineurs ont été créés entre 2015 et 2018¹⁴.
- d) Afin de soutenir à long terme les procédures d'enregistrement international de Madrid et de La Haye, le programme de modernisation des technologies de l'information approuvé, principalement axé sur le système informatique de Madrid, a été élaboré et déployé entre 2007 et 2016. Cependant, compte tenu de l'évolution de ses activités et de sa stratégie, il est devenu crucial pour le Service d'enregistrement de La Haye de disposer d'une plateforme mondiale de propriété intellectuelle moderne, spécialement conçue pour ses besoins spécifiques et axée sur ceux-ci¹⁵. Le nouveau système

⁹ Le nombre d'enregistrements internationaux en 2002, 2003 et 2004 a été, respectivement, de 4180, 2477 et 1416.

¹⁰ Le règlement du Conseil (CE) n° 6/2002, adopté le 12 décembre 2001 et entré en vigueur le 6 mars 2002, a institué un dessin ou modèle communautaire enregistré et un dessin ou modèle communautaire non enregistré, qui produisent des effets sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne. Le dessin ou modèle communautaire non enregistré est entré en vigueur le 6 mars 2002 et le dessin ou modèle communautaire enregistré le 1^{er} avril 2003.

¹¹ Un enregistrement international est effectué pour une période de cinq ans au terme de laquelle il peut être renouvelé.

¹² Le nombre d'enregistrements internationaux en 2014, 2015 et 2016 a été, respectivement, de 2703, 3581 et 5233.

¹³ Le nombre de décisions prises en 2014 et 2017 a été, respectivement, de 3169 et 11 688.

¹⁴ En outre, deux autres postes d'examineur ont été mis au concours en 2019.

¹⁵ Il s'agissait notamment :

- d'accepter les langues dans le format UTF8 pour être prêt à répondre aux nouvelles adhésions prévues;
- de présenter des données plus détaillées (ST96) pour tenir compte des nouvelles exigences des parties contractantes;
- d'améliorer la sécurité et la résilience du système;
- de réduire le risque lié à l'infrastructure existante et à la non-disponibilité des compétences correspondantes; et
- d'assurer le respect des nouvelles normes techniques de l'OMPI en constante évolution.

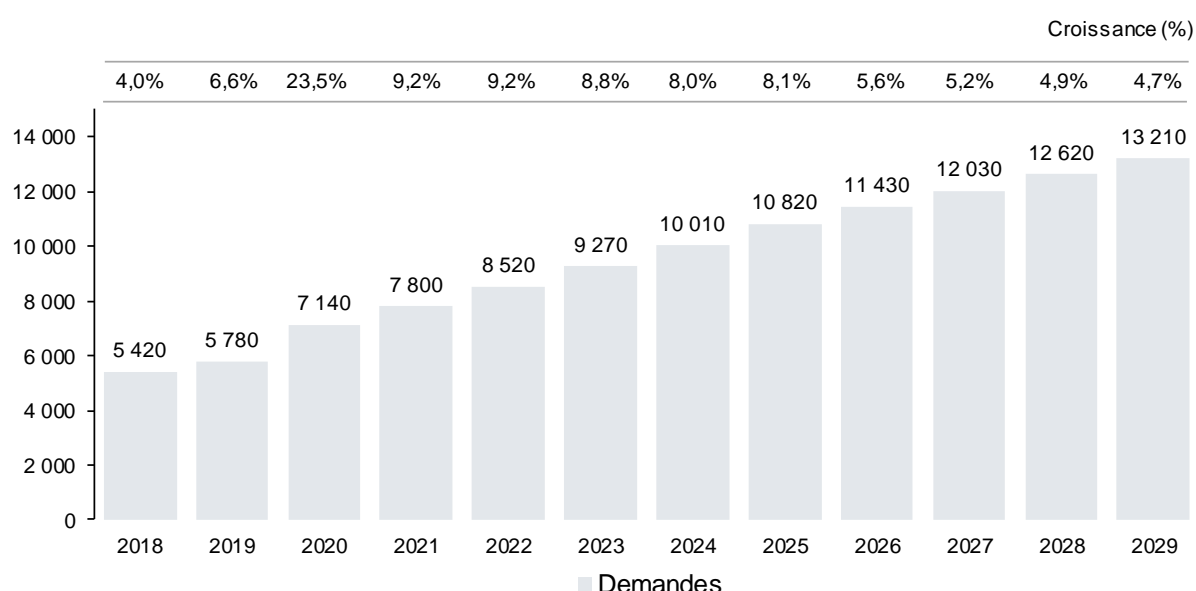
informatique de La Haye a été développé et déployé au cours des années 2017 et 2018, en faisant presque uniquement appel à des sous-traitants externes, la nouvelle équipe de soutien informatique n'étant pas encore en place, ce qui a porté le coût total du projet à 6,6 millions de francs suisses.

PROJECTIONS À 10 ANS : RECETTES ET DÉPENSES

12. Afin d'explorer les possibilités de remédier au déficit du système de La Haye, des projections ont été effectuées pour mieux comprendre l'évolution prévue des activités liées aux demandes (volume), des recettes (sur la base des taxes) et des dépenses.

13. Les prévisions relatives aux demandes déposées dans le cadre du système de La Haye de 2018 à 2029 (figure 3) ont été établies par l'économiste en chef. Elles prévoient une forte hausse en termes de volume pour atteindre 13 210 demandes en 2029, soit une augmentation de 7790 demandes, ou 143,7%, par rapport à 2018. Le principal moteur de la hausse des demandes est l'adhésion prévue de la Chine en 2020.

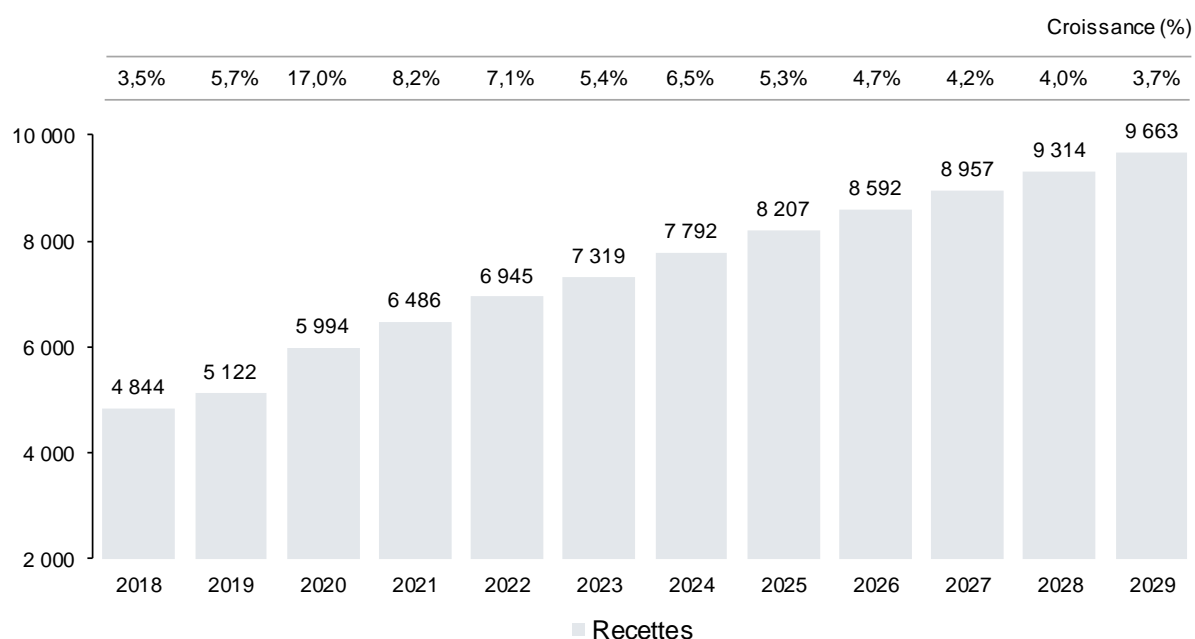
Figure 3 : Demandes déposées selon le système de La Haye 2018-2029



14. Sur la base des prévisions relatives aux demandes et de la structure actuelle des taxes, l'économiste en chef a établi une projection des recettes du système de La Haye pour la même période (figure 4)¹⁶. L'augmentation des demandes devrait presque doubler les recettes sur un horizon de 10 ans pour atteindre 9,7 millions de francs suisses en 2029, soit une augmentation de 4,8 millions de francs suisses, ou 99,5%, par rapport à 2018.

¹⁶ Note : "4844" est le niveau de référence des recettes provenant des taxes en 2018. Le Rapport financier annuel et états financiers 2018 (page 78) fait état d'un montant de "4919". Quant à l'annexe I, elle utilise le montant de "5336" en tant que recettes de l'"Union de La Haye".

Figure 4 : Recettes au titre du système de La Haye 2018-2029
(en milliers de francs suisses)



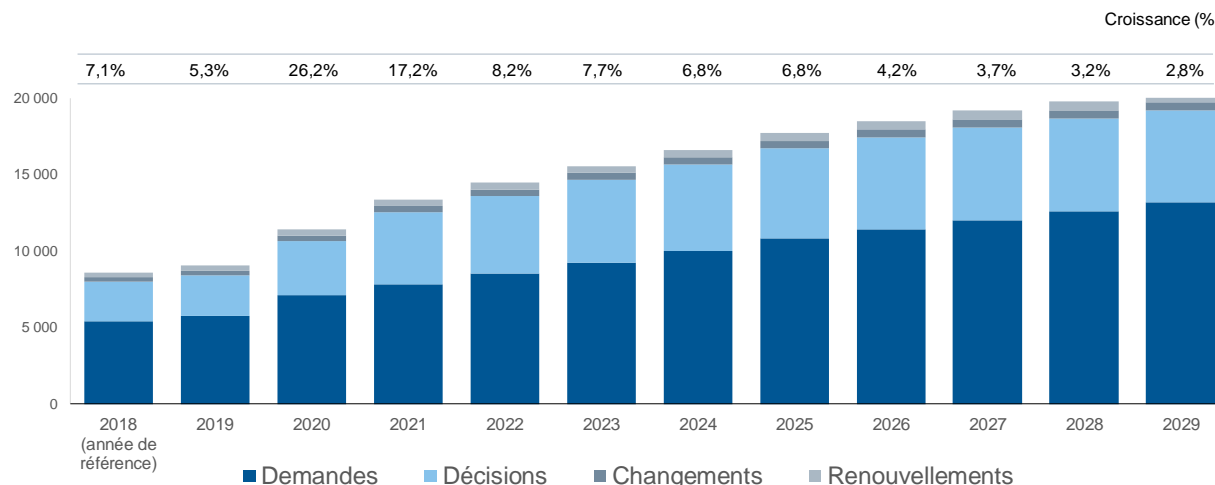
15. Compte tenu de l'augmentation prévue du nombre de demandes et de la croissance des recettes qui en résultera, une simulation des coûts sur 10 ans a été réalisée sur la base du cadre suivant (se reporter au détail des hypothèses à l'annexe II) :

- a) la structure des coûts du système de La Haye se compose de différentes catégories comme suit :
 - i) administration et gestion du Service d'enregistrement de La Haye;
 - ii) appui juridique;
 - iii) aide au développement et à la promotion;
 - iv) opérations; et
 - v) appui logistique à l'administration et à la gestion (p. ex. locaux, ressources humaines, informatique, finances, etc.);
- b) la simulation est réalisée sur la base des dépenses effectives de 2018, à l'exception des dépenses informatiques qui ont été calculées sur la base des chiffres du programme et budget proposé pour l'exercice biennal 2020-2021;
- c) la projection des coûts tient compte à la fois des éléments de coûts fixes et variables. Si les éléments de coûts variables sont corrélés à l'augmentation de la charge de travail, on suppose que les éléments de coûts fixes évolueront par étapes progressives en fonction de l'atteinte de seuils critiques d'activité (autrement dit le travail occasionné par les nouvelles adhésions).

16. Les éléments de coût variables du système de La Haye sont évalués en fonction du volume des transactions, de la composition de la charge de travail et des niveaux d'automatisation comme suit (figure 5) :

- a) le volume des transactions générées par demande (ratio de 0,6 renouvellement, 0,2 changement et 2,3 décisions) est calculé sur la base des tendances de 2017-2018 et est considéré comme constant sur la période de projection de 10 ans, à l'exception des décisions. Compte tenu des adhésions récentes et prévues à l'Acte de 1999 (autrement dit les ressorts juridiques qui rendent des décisions), le nombre de décisions par demande devrait augmenter pour atteindre 4,2 en 2029;
- b) le traitement des différentes transactions ne nécessite pas un montant égal de ressources; elles sont donc pondérées différemment dans le calcul de la charge de travail. La pondération tient compte du temps requis pour traiter une demande internationale;
- c) un examinateur peut traiter huit demandes de renouvellement, quatre requêtes en inscription d'un changement ou quatre décisions (un rapport de 1:8:4:4 en termes de charge de travail)¹⁷. Cette hypothèse a été maintenue au même niveau dans la projection à 10 ans;
- d) la capacité d'automatisation devrait s'améliorer de 5% par an au cours de la période de projection de 10 ans pour les renouvellements et les décisions. L'automatisation des changements à hauteur de 5% est introduite à partir de 2022.

Figure 5 : Charge de travail globale traitée 2018-2029



17. Sur la base des hypothèses de volume et de charge de travail, l'évolution des coûts sur la période de 10 ans (figure 6) devrait passer d'un niveau de référence de 10,2 millions de francs suisses en 2018 à 15,4 millions de francs suisses en 2029, soit une augmentation de 5,2 millions de francs suisses, ou 51,2% (se reporter au détail des calculs à l'annexe III).

¹⁷ Selon l'hypothèse du programme et budget proposé pour l'exercice biennal 2020-2021.

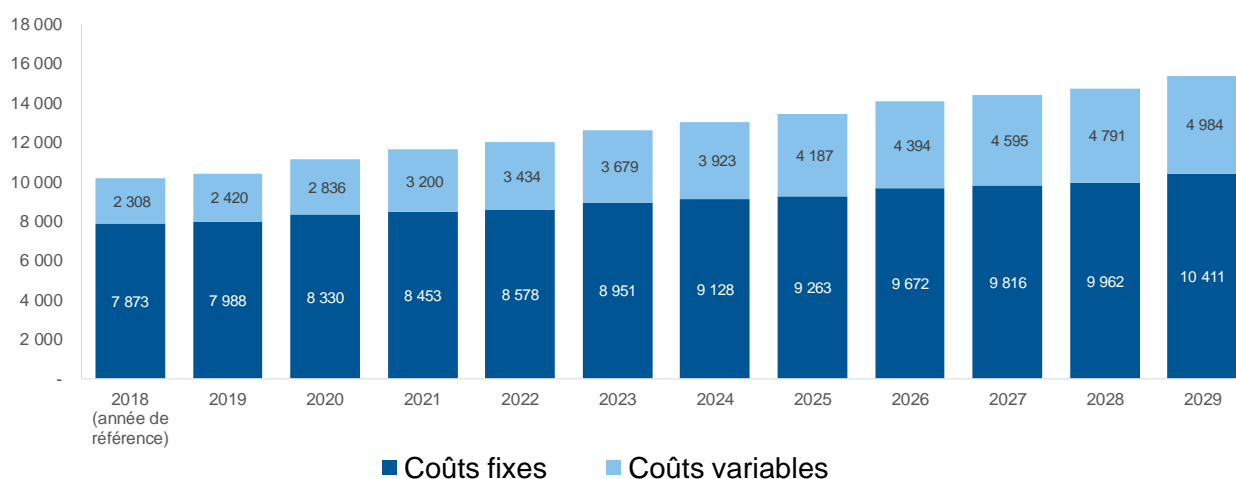
a) L'augmentation d'une année sur l'autre est principalement attribuable aux facteurs suivants :

i) La forte augmentation prévue du nombre de demandes et de la charge de travail associée à leur traitement; et

ii) les nouvelles adhésions à l'Acte de 1999 (Canada, Chine, Fédération de Russie).

b) La structure des coûts devrait rester dominée par les éléments de coûts fixes. Même si l'on s'attend à ce que l'augmentation prévue du nombre de demandes et de la charge de travail correspondante modifie quelque peu l'équilibre, le rapport coûts fixes/coûts variables demeure de l'ordre de 70/30 à la fin de la période considérée, contre 80/20 environ dans le calcul du niveau de référence.

Figure 6 : Total des coûts du système de La Haye 2018 – 2029
(en milliers de francs suisses)



18. Sur la base des estimations du nombre de demandes, des recettes et des dépenses, le système de La Haye devrait continuer à afficher un déficit opérationnel annuel sur la période de 10 ans considérée, ce qui se traduirait par un déficit accumulé estimé à 95,2 millions de francs suisses à la fin de 2029. Il convient de noter que cette observation est fondée sur la structure actuelle des taxes et sur des hypothèses prudentes quant aux améliorations possibles en termes de productivité. En outre, étant donné les nombreuses options envisagées concernant l'évolution du régime linguistique du système de La Haye, l'observation était fondée sur le régime tel qu'il existe actuellement.

III. RÉVISION ÉVENTUELLE DU BARÈME DES TAXES

STRUCTURE ACTUELLE DES TAXES ET PRINCIPALES SOURCES DE REVENUS

19. Le barème des taxes comprend plusieurs éléments, parmi lesquels les taxes destinées au Bureau international sont les suivantes :

Taxe internationale de dépôt (points I.1 à I.3 du barème des taxes)

20. Il s'agit des éléments suivants :

- une taxe de base pour le dépôt d'une demande internationale : 397 francs suisses pour un dessin ou modèle et 19 francs suisses pour chaque dessin ou modèle supplémentaire compris dans la demande;
- une taxe de publication : 17 francs suisses pour chaque reproduction (et, si la demande est déposée sur papier, 150 francs suisses pour chaque page, en sus de la première); et
- une taxe supplémentaire lorsque la description excède 100 mots : 2 francs suisses par mot au-delà du centième.

21. La perception de la taxe par dessin ou modèle est une pratique courante dans les systèmes nationaux et régionaux acceptant le dépôt de plusieurs dessins ou modèles par demande. Bien qu'une seule demande internationale puisse comporter jusqu'à 100 dessins ou modèles industriels, le nombre moyen de dessins ou modèles par demande a diminué ces dernières années (de 5,5 dessins ou modèles en 2007 à 3,7 en 2019).

22. En plus de la taxe de base, une taxe de publication est perçue par reproduction. Certains systèmes nationaux ou régionaux perçoivent également une taxe par reproduction.

Taxe de renouvellement (point III.7 du barème des taxes)

23. Cette taxe est perçue par dessin ou modèle, ce qui est également courant dans les systèmes nationaux et régionaux acceptant le dépôt de plusieurs dessins ou modèles par demande. Le montant actuel de la taxe de base est de 200 francs suisses pour un dessin ou modèle et de 17 francs suisses pour chaque dessin ou modèle supplémentaire.

Autres taxes (points V et VI du barème des taxes)

24. Des taxes sont perçues pour l'inscription au registre international d'un changement de titulaire ou d'un changement de nom ou d'adresse du titulaire, d'une limitation ou d'une renonciation. Ainsi, la taxe pour demander l'inscription d'un changement de titulaire ou d'un changement de nom ou d'adresse du titulaire est de 144 francs suisses selon le barème des taxes en vigueur. À titre de référence, les taxes correspondantes dans le cadre du système de Madrid sont de 177 francs suisses pour un changement de titulaire et de 150 francs suisses pour un changement de nom ou d'adresse du titulaire.

25. Enfin, des taxes sont également perçues pour la fourniture de copies certifiées conformes, d'extraits et d'autres renseignements.

Recettes

26. Le tableau 1 ci-dessous indique les montants perçus au titre des éléments de taxes respectifs en 2018¹⁸.

¹⁸ Selon le rapport interne mensuel fourni par la Section des recettes de la Division des finances.

Tableau 1 : Système de La Haye – Taxes et recettes en 2018

Taxes revenant au Bureau international		Cas ¹⁹	Montant ²⁰	Part
Demandes internationales (points I.1 à 3)		4768 dépôts	3 635	75,7%
	Taxe de base pour le premier dessin ou modèle	4767 dessins ou modèles	1 892	39,4%
	Taxe de base pour chaque dessin ou modèle supplémentaire	12 467 dessins ou modèles	237	4,9%
	Taxe de publication par reproduction	81 875 reproductions	1 392	29,0%
	Taxe de publication par page (pour les dépôts sur papier)	349 pages	52	1,1%
	Taxe supplémentaire pour une description par mot excédant 100 mots	25 048 mots	50	1,0%
	Demandes abandonnées (règle 14.3))	28 dépôts	11	0,2%
Renouvellement (point III.7)		3258 renouvellements	845	17,6%
	Taxe de base pour le premier dessin ou modèle	3258 dessins ou modèles	652 ²¹	13,6%
	Taxe de base pour chaque dessin ou modèle supplémentaire	11 344 dessins ou modèles	193	4,0%
Autres taxes (points V et VI)				6,7%
	Changement de titulaire/de nom/d'adresse (point V.13 et 14)	657 enregistrements	95	2,0%
	Renonciation/limitation (point V.15 et 16)	38 enregistrements	5	0,1%
	Copies certifiées conformes, extraits et autres renseignements (point VI)	2332 cas ²²	221	4,6%
Total			4 801	100%

DÉBAT AU SEIN DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA TAXE DE BASE POUR LE DÉPÔT D'UNE DEMANDE INTERNATIONALE

27. La dernière augmentation des taxes de base (que ce soit pour le dépôt d'une demande internationale ou pour un renouvellement) remonte à 1996²³. Autrement dit, les montants des taxes de base n'ont pas varié depuis plus de 20 ans.

28. Compte tenu de ce qui précède et comme indiqué au paragraphe 5 ci-dessus, le groupe de travail a examiné à sa cinquième session une éventuelle révision du barème des taxes. Le document proposait deux scénarios pour augmenter le montant de la taxe de base : i) un simple relèvement de la taxe de base existante et ii) la mise en place éventuelle d'une taxe de base liée à la désignation²⁴. Cette dernière approche permettrait au Bureau international d'être indemnisé spécifiquement pour la charge de travail supplémentaire occasionnée par les désignations des ressorts juridiques procédant à un examen.

29. Si certaines délégations ont fait savoir qu'elles ne pouvaient appuyer l'idée d'instaurer une taxe de base liée aux désignations, le président a noté que "plusieurs délégations ont appuyé l'idée d'une révision des taxes pour permettre au Bureau international de couvrir ses frais". En particulier, il a été noté que "la structure actuelle de la taxe de base, comprenant un montant

¹⁹ En ce qui concerne les demandes internationales et les renouvellements, tous les chiffres sont des estimations théoriques, calculées sur la base des montants fournis par la Section des recettes. Pour les modifications, tous les chiffres ont été consignés en 2018.

²⁰ En milliers de francs suisses.

²¹ Ce montant s'entend y compris la surtaxe perçue en vertu de la règle 24.1)c) pour renouvellement tardif.

²² La répartition est la suivante : extraits (158), copies certifiées conformes (2169), autres (5).

²³ Le montant de la "taxe de dépôt internationale" pour un dessin ou modèle a été porté de 385 à 397 francs suisses et, "pour chaque dessin ou modèle supplémentaire compris dans le même dépôt", la taxe est passée de 18 à 19 francs suisses. Le montant de la "taxe de renouvellement internationale" pour un seul dessin ou modèle a été porté de 194 à 200 francs suisses et, "pour chaque dessin ou modèle supplémentaire compris dans le même dépôt", cette taxe est passée de 16 à 17 francs suisses.

²⁴ Se reporter au document H/LD/WG/5/6.

plus important pour le premier dessin ou modèle, complété par un montant plus petit pour un dessin ou modèle supplémentaire, pouvait être envisagée avec une augmentation proportionnelle de la taxe pour les dessins ou modèles supplémentaires, en tant qu'approche alternative". Il a donc été conclu que le Secrétariat établirait différents scénarios pour une révision du barème des taxes²⁵.

ÉTUDE DES STRUCTURES ET DES MONTANTS DES TAXES DANS LES SYSTÈMES NATIONAUX OU RÉGIONAUX PERMETTANT LE DÉPÔT DE PLUSIEURS DESSINS OU MODÈLES PAR DEMANDE

30. Comme l'a noté le groupe de travail, il y a une grosse différence entre le montant de la taxe de base pour le premier dessin ou modèle (397 francs suisses) et celui perçu pour chaque dessin ou modèle supplémentaire compris dans la même demande internationale (19 francs suisses par dessin ou modèle). Cela signifie que chaque dessin ou modèle supplémentaire n'est facturé qu'à un taux de 4,8% du montant de la taxe de la base à verser pour le premier dessin ou modèle, en dépit du fait que l'examen quant à la forme des demandes internationales est de plus en plus effectué par dessin ou modèle.

31. Compte tenu de ce qui précède, le Secrétariat a procédé à une analyse comparative de la structure des taxes dans 37 pays²⁶. Sur ces 37 pays, 20²⁷ ont une structure de taxes similaire à celle du système de La Haye, à savoir que plusieurs dessins ou modèles sont acceptés et que les taxes sont perçues par dessin ou modèle, avec ou sans réduction pour chaque dessin ou modèle supplémentaire²⁸. Dans ces 20 pays, le taux moyen appliqué pour chaque dessin ou modèle supplémentaire par rapport au taux appliqué pour le premier dessin ou modèle était de 62,8% (la médiane étant de 67,5%).

²⁵ Se reporter aux paragraphes 138 à 147 du document H/LD/WG/5/8.

²⁶ Ces pays ont été sélectionnés selon les trois critères objectifs suivants (concernant le nombre de dessins ou modèles) :

- parties contractantes fréquemment désignées : les 20 parties contractantes les plus désignées dans les demandes internationales en 2018,
- utilisateurs actifs du système de La Haye : les 20 principales origines des dépôts de la plupart des demandes internationales en 2018, et
- pays dans lesquels les systèmes de dessins ou modèles sont utilisés activement : les 20 principaux pays ayant reçu le plus de demandes de dessins ou modèles en 2017.

²⁷ Ces pays sont classés du taux le plus élevé au taux le plus bas : Australie, Singapour, République de Corée (même montant jusqu'ici), Serbie, Suède, Norvège, Bosnie-Herzégovine, République tchèque, Danemark, Benelux (pour chaque dessin ou modèle supplémentaire à partir du deuxième et jusqu'au dixième), Égypte, Union européenne (pour chaque dessin ou modèle supplémentaire du deuxième au dixième), Liechtenstein, Suisse, Turquie, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Autriche (pour chaque dessin ou modèle supplémentaire du deuxième au dixième), Ukraine (pour chaque dessin ou modèle supplémentaire du deuxième au dixième), Grèce. Le Japon et les États-Unis d'Amérique sont exclus car ils ont un système de dépôt qui accepte un seul dessin ou modèle par demande. L'Allemagne est également exclue en raison de son système de taxe unique qui prévoit une seule série de taxes (60 euros pour un dépôt électronique) jusqu'à 10 dessins ou modèles.

²⁸ Les données sont celles qui sont disponibles sur les sites Web des offices ou sur celui de WIPO Lex (mars 2019). Lorsque des taxes différentes sont prévues pour le dépôt électronique et sur papier, la première a été retenue dès lors que les dépôts électroniques représentaient 98% de toutes les demandes internationales selon le système de La Haye (directement ou indirectement) en 2018.

32. Dans le système de La Haye, en plus de la taxe de base, une taxe de publication de 17 francs suisses est perçue pour chaque reproduction. En 2018, le nombre moyen de reproductions par dessin ou modèle était d'environ 4,8. Si l'on prend la taxe de publication avec le nombre moyen susmentionné, le taux appliqué pour chaque dessin ou modèle supplémentaire par rapport au montant perçu pour le premier dessin ou modèle reste encore faible à quelque 21,1%²⁹.

33. À titre de comparaison, sur les 20 pays mentionnés ci-dessus, neuf perçoivent une taxe de publication (ou une taxe similaire), soit par dessin ou modèle, soit par reproduction, en plus de la taxe de dépôt, comme dans le système de La Haye. Par conséquent, en utilisant le nombre moyen ci-dessus (4,8) de reproductions par dessin ou modèle, l'analyse a ensuite comparé les taux d'une taxe de dépôt et d'une taxe de publication (le cas échéant) pour chaque dessin ou modèle supplémentaire avec ceux du premier dessin ou modèle et a conclu ce qui suit :

a) dans les neuf pays qui perçoivent la taxe de publication séparément, le taux moyen appliqué pour chaque dessin ou modèle supplémentaire est de 60,2% de la taxe pour le premier dessin ou modèle (la médiane étant d'environ 73,2%);

b) dans l'ensemble des 20 pays, le taux moyen appliqué pour chaque dessin ou modèle supplémentaire par rapport au montant perçu pour le premier dessin ou modèle est d'environ 62,8% (la médiane étant d'environ 67,5%).

34. Ainsi, le taux de 4,8% (ou, compte tenu de la taxe de publication, le taux de 21,1%) pour chaque dessin ou modèle supplémentaire dans le cadre du système de La Haye reste nettement inférieur aux taux moyens en vigueur dans d'autres systèmes acceptant le dépôt de plusieurs dessins ou modèles par demande.

35. Enfin, on observe qu'en ce qui concerne la taxe de désignation standard de niveau deux³⁰, le taux appliqué pour chaque dessin ou modèle supplémentaire par rapport à celui du premier dessin ou modèle est de 33,3%.

36. Les 33,3% et 62,8% des 397 francs suisses susmentionnés correspondent respectivement à 160 et 302 francs suisses. En appliquant le même calcul que celui utilisé au paragraphe 32 ci-dessus, les montants théoriques résultant de la taxe de base pour chaque dessin ou modèle supplémentaire seraient de 78 et 220 francs suisses, respectivement³¹.

²⁹ En 2018, le montant moyen perçu par le Bureau international pour le dépôt d'une demande internationale pour le premier dessin ou modèle serait de 479 francs suisses (397 francs suisses plus 82 francs suisses pour la publication de 4,8 reproductions) et de 101 francs suisses (19 francs suisses plus 82 francs suisses pour la publication de 4,8 reproductions) pour un dessin ou modèle supplémentaire.

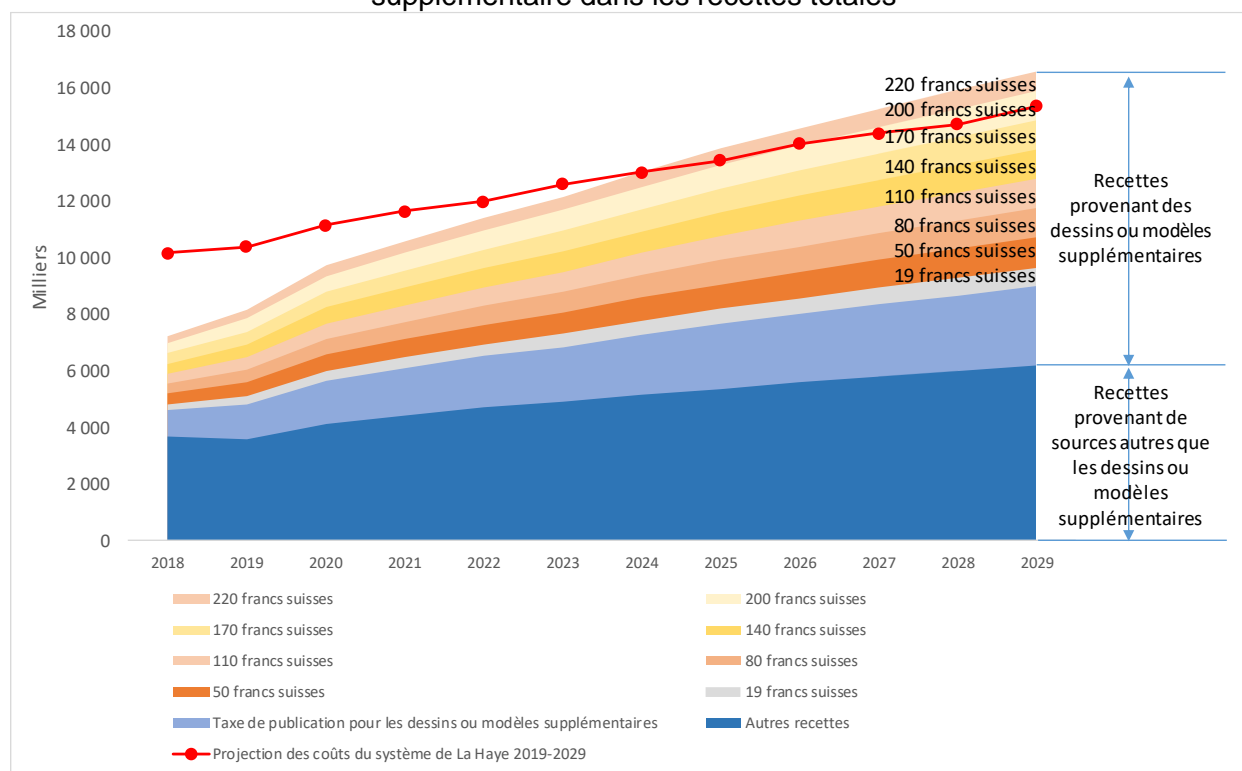
³⁰ Se reporter à la règle 12.1)b)ii) du règlement d'exécution commun. Le niveau deux est destiné aux parties contractantes dont l'Office effectue un examen quant au fond qui n'est pas un examen de nouveauté. Le montant de la taxe de désignation standard de niveau deux est de 60 francs suisses pour un dessin ou modèle et de 20 francs suisses pour chaque dessin ou modèle supplémentaire.

³¹ Le taux de 33,3% correspond à 160 francs suisses (78 francs suisses plus 82 francs suisses pour la publication de 4,8 reproductions); le taux de 62,8% correspond à 302 francs suisses (220 francs suisses plus 82 francs suisses pour la publication de 4,8 reproductions).

AUGMENTATION ÉVENTUELLE DU MONTANT DE LA TAXE DE BASE POUR UN DESSIN OU MODÈLE SUPPLÉMENTAIRE : SIMULATION

37. Sur la base des résultats ci-dessus, le Secrétariat a procédé à une simulation en augmentant le montant actuel (19 francs suisses) par tranches de 30 francs suisses, jusqu'à concurrence du montant maximum de 220 francs suisses, ce qui donne les montants respectifs suivants : 50, 80³², 110, 140, 170, 200 et 220 francs suisses. La simulation repose sur la même projection sur 10 ans que celle utilisée au chapitre II. La figure 7 ci-dessous présente les "recettes totales et supplémentaires estimées" selon chaque scénario³³.

Figure 7 : Simulation – Augmentation de la taxe de base pour chaque dessin ou modèle supplémentaire dans les recettes totales



*1 : Les "recettes provenant de dessins ou modèles supplémentaires" comprennent la taxe de base pour les dessins ou modèles supplémentaires (19 à 220 francs suisses) et la taxe de publication (17 francs suisses) pour ces dessins ou modèles.

*2 : Les recettes estimées pour la période 2018-2029 sont fournies par la Division de l'économie et des statistiques.

38. Dans la figure 7 ci-dessus, la ligne rouge indique les dépenses annuelles prévues. Ainsi, le scénario d'augmentation du montant à 200 francs suisses serait jugé nécessaire pour couvrir les coûts estimés en 2029, si aucune autre mesure n'était prise.

39. Cela dit, 200 francs suisses représentent plus de 10 fois le montant actuel de 19 francs suisses. Même en portant le montant à 80 francs suisses, on quadruplerait le montant actuel. Toute augmentation des taxes nécessite un examen attentif afin de ne pas diminuer l'attrait du système de La Haye.

³² Ce montant équivaut pratiquement au ratio de la taxe de désignation standard de niveau deux (se reporter au paragraphe 35).

³³ Cela comprend toutes les recettes, y compris les montants perçus pour les renouvellements et autres taxes. Les "recettes provenant des dessins ou modèles supplémentaires" comprennent à la fois la "taxe de base pour 2,6 (3,6-1) dessins ou modèles supplémentaires (selon chaque scénario)" et la "taxe de publication pour 4,8 reproductions par dessin ou modèle supplémentaire".

INCIDENCES POSSIBLES SUR LE COMPORTEMENT DES DÉPOSANTS

40. Compte tenu de ce qui précède, la Division de l'économie et des statistiques du Bureau international a été consultée pour évaluer l'"élasticité ou la réactivité par rapport aux taxes". En raison des contraintes inhérentes aux données, la tentative d'analyse n'a pas été concluante d'un point de vue général. Il est toutefois observé que, bien qu'une augmentation du montant de la taxe de base pour chaque dessin ou modèle supplémentaire puisse inciter les déposants à inclure moins de dessins ou modèles dans une même demande, elle donnerait lieu selon toute vraisemblance à une augmentation des recettes.

IV. PROPOSITION

AUGMENTATION DU MONTANT DE LA TAXE DE BASE POUR UN DESSIN OU MODÈLE SUPPLÉMENTAIRE

41. Conformément au mandat donné par le groupe de travail à sa cinquième session et compte tenu des considérations qui précèdent, il est proposé de procéder avec prudence et d'envisager de modifier le montant de la taxe de base pour chaque dessin ou modèle supplémentaire compris dans la même demande internationale (point 1.2) en remplaçant 19 francs suisses par 50 francs suisses, comme indiqué à l'annexe du présent document. En conséquence, le montant de 2 francs suisses indiqué dans la note de bas de page du "Point 1. Taxe de base", correspondant au montant réduit de la taxe susmentionnée, applicable aux demandes internationales déposées par des déposants d'un pays de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), serait remplacé par un montant de 5 francs suisses.

INCIDENCES POTENTIELLES SUR LES COÛTS POUR LES UTILISATEURS

42. Comme l'indique le tableau 1, en 2018, le Bureau international a reçu 3 635 000 francs suisses pour 4768 demandes internationales. Ces demandes contenaient 17 234 dessins ou modèles, ce qui représente 12 467 dessins ou modèles "supplémentaires", soit une moyenne de 2,6 dessins ou modèles supplémentaires par demande.

43. L'application simulée des 50 francs suisses proposés pour chaque dessin ou modèle supplémentaire sur ces demandes internationales déposées en 2018 révèle que les recettes supplémentaires pour le Bureau international auraient été de 386 000 francs suisses, soit une augmentation de 10,6%.

44. Pour les utilisateurs qui ont effectivement déposé des demandes contenant plusieurs dessins ou modèles en 2018, l'augmentation proposée signifie qu'ils auraient payé en moyenne 80,60 francs suisses de plus. Il convient toutefois de noter que 2919 des 4768 demandes internationales contenaient un seul dessin ou modèle, ce qui signifie que plus de la moitié (61,2%) du nombre total d'enregistrements internationaux n'aurait pas du tout été concernée par l'augmentation proposée.

EXAMEN PÉRIODIQUE DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU BARÈME DES TAXES

45. Si l'augmentation proposée du montant de la taxe de base pour chaque dessin ou modèle supplémentaire contenu dans une demande internationale était accueillie favorablement par le groupe de travail et adoptée par l'Assemblée de l'Union de La Haye, elle serait considérée comme un premier pas modeste mais important pour donner suite aux débats de la cinquante-septième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI, ainsi qu'aux recommandations du vérificateur externe des comptes (se reporter aux paragraphes 4 et 5).

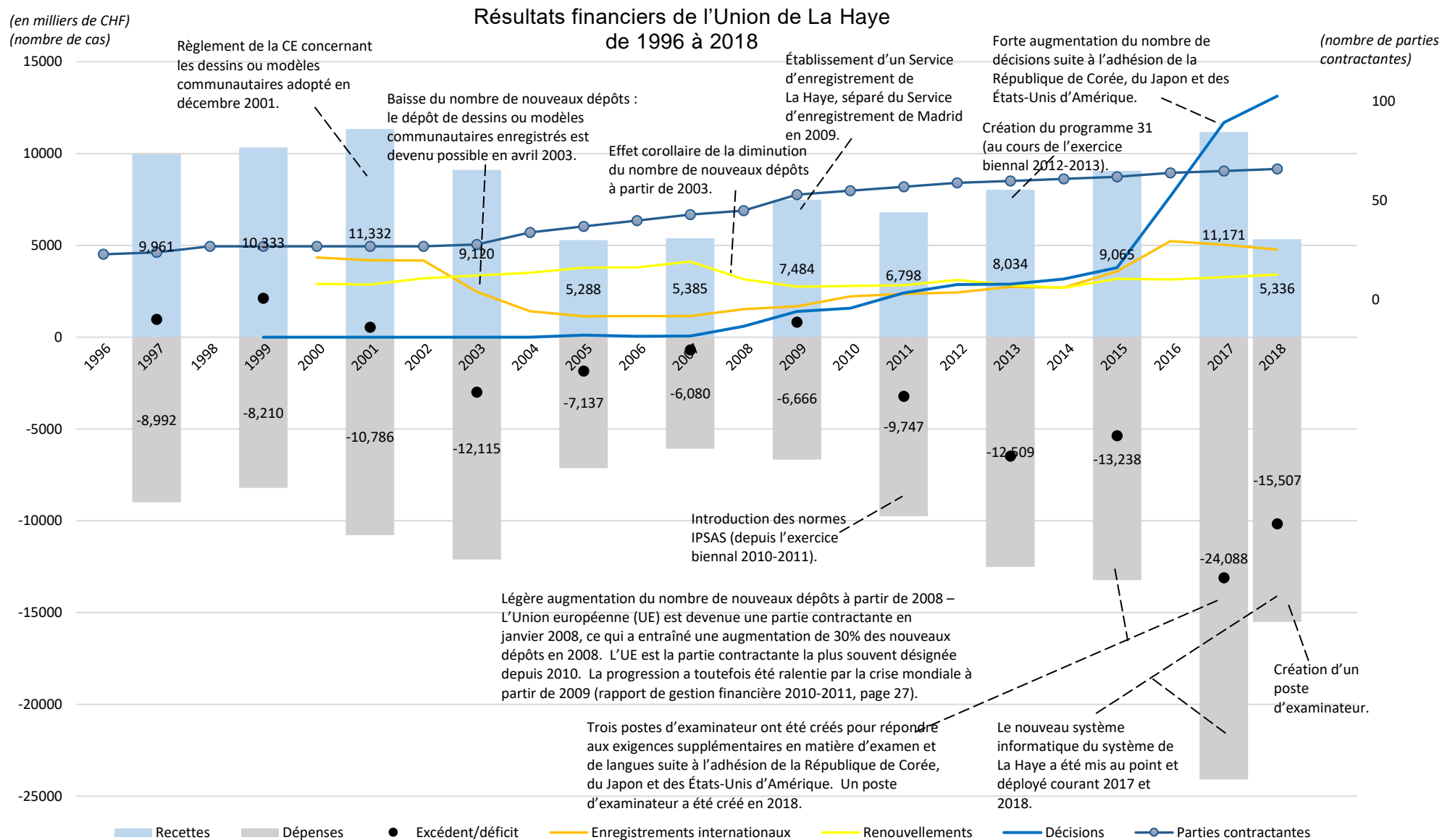
46. En outre, comme l'a recommandé le vérificateur externe des comptes et comme l'ont noté les assemblées de l'OMPI, le déficit récurrent de l'Union de La Haye nécessite que l'on assure un suivi et des examens périodiques de la structure actuelle des taxes. Ainsi, le Bureau international continuerait d'élaborer d'autres propositions visant à assurer la viabilité financière du système de La Haye, en tenant compte des effets de la proposition actuelle ainsi que de l'évolution des autres paramètres du système et de sa gestion.

47. *Le groupe de travail est invité*

i) à examiner la proposition formulée dans le présent document et à faire part de ses observations à cet égard; et

ii) à indiquer s'il recommanderait à l'Assemblée de l'Union de La Haye d'adopter la proposition de modification du règlement d'exécution commun concernant le barème des taxes, figurant dans l'annexe IV du présent document, et à proposer une date d'entrée en vigueur.

[Les annexes suivent]



[L'annexe II suit]

Hypothèses de coûts concernant le système de La Haye (2019-2029)

Élément de coût	Incidence sur coûts		Hypothèses relatives à l'analyse des coûts du système de La Haye	
	fixes/	variabl es	Valeur ou facteur retenu	Observations
Général				
Données de référence pour l'établissement des coûts	x	x	Montants effectifs 2018, ajustés selon le programme et budget 2020-2021 pour l'informatique et l'hébergement en nuage	Sources : système de gestion des performances de l'Organisation, AIMS Finance
Prévision du nombre de demandes sur un horizon de 10 ans		x	Prévisions de la Division de l'économie et des statistiques	La seule adhésion prise en compte dans les prévisions relatives aux demandes est la Chine en 2020
Augmentation des coûts standard d'une année sur l'autre	x	x	Personnel 2%	
Augmentation du nombre de langues			n.d.	Aucune extension du régime de langues n'est prévue dans cette projection
A. Appui à la gestion et à l'administration				
Répartition entre dépenses de personnel et autres	x	x	100% Personnel	
Augmentation des coûts fixes	x		5% tous les 3 ans, appliqué en 2020 / 2023 / 2026 / 2029	5 adhésions supplémentaires prévues tous les 3 ans (dont la Chine en 2020) Total de 20 adhésions sur la période considérée
B. Appui juridique				
Répartition entre dépenses de personnel et autres	x	x	65% Personnel / 35% Autres	Sauf si 100% Personnel précisé dans les observations
Augmentation des coûts fixes	x		5% tous les 3 ans, appliqué en 2020 / 2023 / 2026 / 2029	5 adhésions supplémentaires prévues tous les 3 ans (dont la Chine en 2020) Total de 20 adhésions sur la période considérée
Indice relatif aux coûts variables		x	10% d'augmentation de la charge de travail par an	
C. Appui au développement et à la promotion				
Répartition entre dépenses de personnel et autres	x	x	65% Personnel / 35% Autres	Sauf si 100% Personnel précisé dans les observations
Augmentation des coûts fixes	x		5% tous les 3 ans, appliqué en 2020 / 2023 / 2026 / 2029	5 adhésions supplémentaires prévues tous les 3 ans (dont la Chine en 2020) Total de 20 adhésions sur la période considérée
Service à la clientèle (demandes de renseignement)		x	Aligné sur l'augmentation de la charge de travail	
Indice relatif aux coûts variables		x	10% d'augmentation de la charge de travail par an	
D. Opérations				
Traitement des demandes		x	Suppose que toutes les demandes soient traitées (=enregistrées) Ratio de transaction pour 1 demande :	Conformément au programme et budget Transactions générées pour 1 demande
Transactions par demande		x	• Renouvellement 0,6 • Changements 0,2 • Décisions de 2,3 (référence) à 4 en fin de période	Moyenne pour 2017-2018 Renouvellements et changements restant stables, le nombre de décisions devrait augmenter, voir ci-dessous
Augmentation du nombre de décisions		x	Augmentation progressive répondant au nombre accru de pays émettant des décisions, à savoir la Chine. • +0,3 pour atteindre 2,6 en 2020 • +0,8 pour atteindre 3,4 en 2021 • Augmentation linéaire les dernières années pour atteindre 4,2 en fin de période (+0,1 par an)	Hypothèse : nombre de pays émettant des décisions passant de 5 à 17 durant la période considérée. Anticipation d'un fort taux de désignation de la Chine (50%), inférieur pour les autres (plus proche de 20%). Répercussion de l'adhésion + 1 an
Charge de travail traitée		x	Ratio concernant la charge de travail pour 1 demande : • Renouvellement 8 • Changements 4 • Décisions 4	Conformément au programme et budget
Coefficient de tâches manuelles/automatisées		x	Manuelles 1 / Automatisées 13,7	S'applique aux renouvellements et aux décisions (selon le programme et budget)
Amélioration de l'automatisation		x	5% en rythme annuel, automatisation plafonnée à 90%	S'applique aux renouvellements et aux décisions. Point de départ de l'amélioration fondé sur le taux moyen d'automatisation en % en 2017-2018 Introduction de l'automatisation pour les changements à partir de 2022 (après la mise en oeuvre du projet relevant du CPE)
Répartition entre dépenses de personnel et autres	x	x	65% Personnel / 35% Autres	Sauf si 100% Personnel précisé dans les observations
Augmentation des coûts fixes	x		5% tous les 3 ans, appliqué en 2020 / 2023 / 2026 / 2029	5 adhésions supplémentaires prévues tous les trois ans (dont la Chine en 2020) Total de 20 adhésions sur la période considérée
Indice relatif aux coûts variables		x	10% d'augmentation de la charge de travail par an	
E. Coûts administratifs directs				
Répartition entre dépenses de personnel et autres	x	x	65% Personnel / 35% Autres	Ne s'applique pas aux frais de port (voir ci-dessous)
Frais de port		x	50 000 francs suisses par an	Aucune augmentation de coût prévue. En supposant que l'accroissement d'activité généré sera compensé par la baisse du recours au service de courrier
Appui à la section des recettes	x		Augmentation de 25% de la charge de travail lorsque le volume excède 10 000 demandes par an	Hypothèse avancée par le chef de la Section des recettes, selon les prévisions pour 2024
Augmentation des coûts fixes pour l'appui à l'hébergement en nuage	x		5% tous les 3 ans, appliqué en 2020 / 2023 / 2026 / 2029	5 adhésions supplémentaires prévues tous les trois ans (dont la Chine en 2020) Total de 20 adhésions sur la période considérée

[L'annexe III suit]

Calcul des éléments de coûts détaillés du système de La Haye (2019-2029)

	2018 (Année de référence)	Vue annuelle											Observations
		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
A. Appui à la gestion et à l'administration													
Appui à la gestion (Secteur)	223 185	227 649	243 812	248 688	253 662	271 672	277 105	282 648	302 716	308 770	314 945	337 306	100% Personnel
Appui à la gestion (Service d'enregistrement de La Haye)	719 492	733 882	785 987	801 707	817 741	875 801	893 317	911 183	975 877	995 395	1 015 303	1 087 389	100% Personnel
Sous-total Appui à la gestion et à l'administration	942 677	961 531	1 029 799	1 050 395	1 071 403	1 147 473	1 170 422	1 193 831	1 278 593	1 304 165	1 330 248	1 424 696	
B. Appui juridique													
Conseils en matière de législation et de déclarations	43 079	44 057	46 649	47 988	49 148	51 572	52 779	54 014	56 600	57 835	59 084	61 899	100% Personnel
Suivi des initiatives en matière d'adhésion	38 056	38 920	41 209	42 392	43 416	45 558	46 624	47 715	50 000	51 091	52 194	54 681	100% Personnel
Réunions des groupes de travail	303 501	307 446	327 015	331 266	335 573	356 932	361 572	366 273	389 586	394 651	399 781	425 227	
Examen et analyse des décisions des offices et des lois locales	65 531	67 195	70 334	72 977	75 044	77 132	79 208	81 338	83 314	85 294	87 279	89 278	100% Personnel
Recherches et consultations	86 589	88 321	94 592	96 483	98 413	105 400	107 508	109 658	117 444	119 793	122 189	130 864	
Sous-total Appui juridique	536 755	545 939	579 798	591 107	601 594	636 595	647 691	658 998	696 944	708 663	720 527	761 948	
C. Appui au développement et à la promotion													
Initiatives en matière de renforcement des capacités et de promotion	373 508	380 368	395 404	407 447	416 113	424 754	433 193	441 791	449 416	456 939	464 366	471 739	Comprend à la fois les initiatives liées à l'adhésion et la participation aux réunions annuelles Comprend à la fois la réponse aux demandes de renseignement (pleinement liées au volume) et la mise à jour de la documentation
Initiatives en matière de promotion	255 431	259 242	273 497	278 742	283 190	296 848	301 421	306 066	320 532	325 110	329 700	345 257	
Service à la clientèle	172 736	184 822	234 714	278 464	306 090	335 063	363 941	395 302	419 489	443 048	465 859	488 160	
Promotion pour une utilisation plus large et plus efficace du système de La Haye	490 427	496 803	528 424	535 294	542 252	576 767	584 265	591 860	629 532	637 716	646 006	687 125	
Sous-total Appui au développement et à la promotion	1 292 102	1 321 234	1 432 038	1 499 947	1 547 645	1 633 433	1 682 819	1 735 018	1 818 969	1 862 812	1 905 931	1 992 280	
D. Opérations													
Appui à la gestion	221 765	226 200	242 261	247 106	252 048	269 943	275 342	280 849	300 789	306 805	312 941	335 160	100% Personnel
Traitement des dépôts, renouvellements et décisions au titre du système de La Haye	1 087 181	1 167 659	1 502 932	1 797 200	1 982 764	2 177 489	2 371 604	2 582 550	2 745 009	2 903 226	3 056 395	3 206 107	Considéré comme 100% Personnel (en réalité 98%)
Examen des procédures	151 761	154 796	165 786	169 102	172 484	184 731	188 425	192 194	205 840	209 956	214 155	229 360	
Appui informatique	189 929	193 727	207 482	211 631	215 864	231 190	235 814	240 530	257 608	262 760	268 015	287 044	
Appui aux initiatives informatiques – Mise en œuvre opérationnelle	63 310	64 918	66 216	67 540	68 891	70 269	71 674	73 108	74 570	76 061	77 583	79 134	100% Personnel, appui relatif aux adhésions
Travaux de traduction	122 364	124 611	126 231	127 872	129 534	131 218	132 924	134 652	136 403	138 176	139 972	141 792	
Appui à l'examen	161 925	164 898	167 042	169 214	171 413	173 642	175 899	178 186	180 502	182 849	185 226	187 634	
Appui à la gestion (système informatique)	276 693	282 227	302 265	308 310	314 476	336 804	343 540	350 411	375 290	382 796	390 452	418 174	100% Personnel
Appui, suivi, maintenance, opérations	1 343 913	1 361 384	1 448 036	1 466 860	1 485 930	1 580 509	1 601 056	1 621 869	1 725 101	1 747 528	1 770 246	1 882 922	
Conception des systèmes, mise en œuvre, intégration, recherche et mise à l'essai	79 168	81 179	82 803	84 459	86 148	87 871	89 628	91 421	93 249	95 114	97 016	98 957	100% Personnel, en lien avec les adhésions
Sous-total Opérations	3 698 007	3 821 599	4 311 053	4 649 295	4 879 553	5 243 666	5 485 907	5 745 770	6 094 362	6 305 272	6 512 002	6 866 285	
E. Coûts administratifs directs													
Directement attribués au système de La Haye													Note : les coûts d'impression et de gouvernance sont intégrés dans les coûts des programmes administratifs
Appui à la Section des recettes	162 382	164 493	166 631	168 797	170 992	173 214	219 333	222 184	225 073	227 999	230 963	233 965	
Hébergement en nuage et appui	130 000	131 690	140 072	141 893	143 738	152 887	154 874	156 887	166 873	169 043	171 240	182 140	
Frais de port	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	
Programmes administratifs													
Direction générale	319 720	323 877	328 087	332 352	336 673	341 049	345 483	349 974	354 524	359 133	363 801	368 531	
Gestion du programme et des ressources	470 831	476 952	483 153	489 434	495 796	502 242	508 771	515 385	522 085	528 872	535 747	542 712	
Gestion et développement des ressources humaines	485 171	491 479	497 868	504 340	510 897	517 538	524 266	531 082	537 986	544 980	552 064	559 241	
Services d'appui généraux	563 265	570 587	578 005	585 519	593 130	600 841	608 652	616 565	624 580	632 699	640 924	649 257	
Technologie de l'information et de la communication	636 183	644 454	652 832	661 318	669 915	678 624	687 447	696 383	705 436	714 607	723 897	733 308	
Supervision interne	70 794	71 714	72 647	73 591	74 548	75 517	76 499	77 493	78 501	79 521	80 555	81 602	
Services de conférence et services linguistiques	515 753	522 458	529 250	536 130	543 100	550 160	557 312	564 557	571 897	579 331	586 863	594 492	
Sécurité informatique, des biens et des personnes	306 762	310 750	314 789	318 882	323 027	327 226	331 480	335 790	340 155	344 577	349 056	353 594	
Sous-total Coûts administratifs directs, programmes administratifs	3 710 862	3 758 453	3 813 333	3 862 256	3 911 815	3 969 299	4 064 117	4 116 300	4 177 109	4 230 761	4 285 111	4 348 841	
total des coûts du système de La Haye en francs suisses													
dont													
coûts variables	2 307 690	2 420 328	2 835 975	3 200 057	3 434 282	3 679 130	3 923 112	4 186 811	4 393 506	4 595 326	4 791 363	4 983 508	
coûts fixes	7 872 713	7 988 428	8 330 047	8 452 944	8 577 729	8 951 337	9 127 845	9 263 107	9 672 471	9 816 347	9 962 456	10 410 541	
Augmentation en %													
dont													
coûts variables		5%	17%	13%	7%	7%	7%	7%	5%	5%	4%	4%	
coûts fixes		1%	4%	1%	1%	4%	2%	1%	4%	1%	1%	4%	
Demandes (nombre de)													
	5 404	5 780	7 140	7 800	8 520	9 270	10 010	10 820	11 430	12 030	12 620	13 210	
Croissance en %		7%	24%	9%	9%	9%	8%	8%	6%	5%	5%	5%	

[L'annexe IV suit]

**Règlement d'exécution commun
à l'Acte de 1999 et l'Acte de 1960
de l'Arrangement de La Haye**

(en vigueur le [..., 20xx])

[...]

BARÈME DES TAXES
(en vigueur le [..., 20xx])

Francs suisses

I. *Demandes internationales*

1. Taxe de base*

1.1	Pour un dessin ou modèle	397
1.2	Pour chaque dessin ou modèle supplémentaire compris dans la même demande internationale	19 <u>50</u>

[...]

[Fin de l'annexe IV et du document]

* En ce qui concerne les demandes internationales déposées par des déposants dont le droit à cet égard découle exclusivement d'un rattachement à un pays de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), conformément à la liste établie par l'Organisation des Nations Unies, ou à une organisation intergouvernementale dont la majorité des États membres sont des PMA, les taxes qui doivent être payées au Bureau international sont ramenées à 10% du montant prescrit (arrondi au nombre entier le plus proche). Cette réduction s'applique également à l'égard d'une demande internationale déposée par un déposant dont le droit à cet égard ne découle pas exclusivement d'un rattachement à une telle organisation intergouvernementale, pour autant que tout autre droit du déposant à cet égard découle d'un rattachement à une partie contractante qui appartient à la catégorie des PMA ou, à défaut, qui est un État membre de cette organisation intergouvernementale et que, dans ce cas, la demande internationale soit régie exclusivement par l'Acte de 1999. En cas de pluralité de déposants, chacun d'entre eux doit remplir ces critères.

Lorsque cette réduction de taxe s'applique, la taxe de base s'établit à 40 francs suisses (pour un dessin ou modèle) et à ~~2~~5 francs suisses (pour chaque dessin ou modèle supplémentaire compris dans la même demande internationale), la taxe de publication s'établit à 2 francs suisses pour chaque reproduction et à 15 francs suisses pour chaque page, en sus de la première, sur laquelle sont présentées une ou plusieurs reproductions, et la taxe supplémentaire lorsque la description excède 100 mots s'établit à 1 franc suisse par groupe de cinq mots au-delà du centième.